

undefined - mercredi 8 février 2023

Alpes du sud

## HAUTES-ALPES ET ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

# Réforme des retraites : en ville ou en station, la mobilisation continue

Adrien PITTORE



2 500 personnes ont défilé dans les rues de Gap ce mardi. Photo Le DL /Vincent OLLIVIER

**Ce mardi, pour la troisième journée de mobilisation contre la réforme des retraites, des cortèges ont crié leur opposition dans les rues de Gap, Briançon, Digne-les-Bains et Barcelonnette. Alors que dans certaines stations, comme en Ubaye, des salariés ont débrayé.**

À quelques mètres de la préfecture des Hautes-Alpes [ce mardi 7 février](#), le verbe est aussi haut que le mercure est bas. La température finit par monter alors que le coup d'envoi de la troisième manifestation dans les rues est lancé. Et si [la participation](#) est très légèrement en deçà des chiffres [des deux premiers regroupements](#) (environ 2 500 contre 3 000), certains n'ont pas hésité à faire plusieurs dizaines de kilomètres, et plus encore, pour faire entendre leur voix. Dans un seul but : faire reculer le gouvernement sur sa réforme des retraites.

« Quand on est convaincu, on ne regarde pas ça [la hausse du prix du carburant, NDLR] », explique Cédric, banderole FO dans la main. L'imposant gaillard en tête de cortège dit être venu de Mison, près de Sisteron car il est « convaincu que l'on peut faire reculer le gouvernement ». À l'heure où le litre de carburant frôle de nouveau les 2 euros, le père de famille n'a pas longtemps résisté à l'appel de l'intersyndicale. « Ça fait 45 kilomètres pour venir ici, une dépense supplémentaire. Mais si l'on n'accepte pas de perdre un peu pour gagner, ça n'est pas la peine. »

Même son de cloche chez Éric, motivé par « le sentiment d'injustice qui pousse à faire des sacrifices : une journée de paie en moins » et des frais qui amènent à « compter les kilomètres ». « On n'arrive pas à accepter qu'ils arrivent à trouver de l'argent sur le dos des plus précaires et des femmes. » Ce Champsaurin se bat « pour [sa] femme et [sa] fille ». Cette dernière porte haut les

couleurs de la CFDT, juchée sur ses épaules. « Je suis préoccupé s'ils jouent la montre, poursuit le père. On se demande combien de temps on pourra tenir. Mais ils risquent une radicalisation du mouvement avec des personnes qui viendront casser s'ils n'écoutent pas la rue qui vient gentiment. » Pour autant Éric, qui a pris part à sa troisième manifestation, entend bien faire partie du quatrième défilé de ce samedi 11 février. « On ira loin, sans essayer de trop réfléchir à ce qu'il nous en coûte. »

« C'est un sacrifice mais ça montre que l'on y croit ! » Fièrre et déterminée, Céline l'est lorsqu'elle explique sa participation au mouvement du 7 février. Même si l'aspect financier a failli lui faire abandonner la lutte. « On y réfléchit à deux voire trois fois mais on pense que ça vaut vraiment le coup de se battre. » Si, forcément, elle espère voir la réforme des retraites retirée, l'ampleur de la mobilisation l'a aussi motivée à venir. « C'est un ras-le-bol général », estime celle qui vient du Valgaudemar et qui porte les couleurs de l'Unsa. « De voir les gens se mobiliser, se montrer solidaires, ce n'est pas anodin. Il y a du monde pour une ville comme Gap. » Et malgré des dépenses qui « pèsent gros » sur son ménage, elle fera partie du mouvement de ce week-end.

Le pas est décidé pour Boris, qui mène le groupe de la Fédération paysanne. Plus qu'une journée de salaire, c'est son exploitation et ses bêtes qui pâtissent de son absence. « Mais notre venue n'est pas négociable car on détruit ce que l'on a construit. » L'exploitant de Rosans fait partie de ceux qui ont cherché des moyens pour réduire la facture, notamment en optant pour le covoiturage avec d'autres manifestants. S'il lui était possible de prendre part aux mouvements de Valence ou Montélimar, Boris n'a pas hésité à rejoindre son département d'attache.

La hausse du carburant, il l'appréhende tous les mois dans son travail. « Je consomme entre 500 et 1 000 litres de pétrole par mois et le prix de la cuve a doublé. Quand je me suis installé, je la payais 400 euros environ. À l'automne, c'était 1 000 euros, il y a deux semaines, 800. »

Chacun espère obtenir gain de cause. Prochaine étape : la manifestation du 11 janvier.































